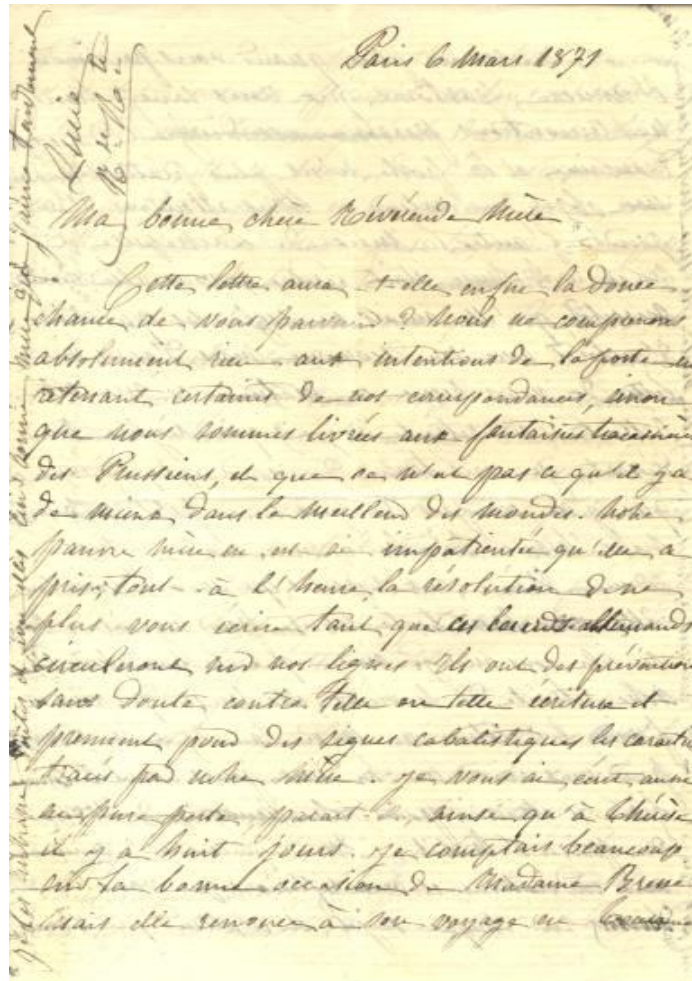


Le Cénacle pendant la guerre Franco-prussienne et la Commune



Lettre de la Mère Lucie de Beaupré pendant la Commune de Paris

1) Les événements :

Le 19 juillet 1870, l'empereur Napoléon III déclare la guerre au roi de Prusse Guillaume I^{er}. Le chancelier de ce dernier, Bismarck, a besoin de ce conflit pour achever l'unité des états allemands autour de la Prusse, et exploite depuis le début de son ministère en 1862 les refroidissements et vexations diplomatiques vis-à-vis de la France. Les Parisiens, exaspérés par les humiliations successives de leur empereur, descendent dans la rue et poussent à la guerre. Napoléon III croit à une guerre rapide qui lui assure rapidement la victoire, et néglige de s'assurer du soutien des nombreux états ennemis de la Prusse et de vérifier si l'armée française est prête au combat. Ce dernier point est une grave erreur, car le déséquilibre entre les deux armées est criant : la France ne peut mobiliser que 250 000 hommes, alors que son ennemi dispose de 600 000 soldats.

Ce déséquilibre entraîne de nombreuses défaites françaises, notamment à Wissembourg et à Frœschwiller, en Alsace. Le 2 août 1870, suite à la bataille de Sedan, Napoléon III est fait prisonnier par les Prussiens. Deux jours plus tard, la déchéance de l'empire est proclamée à Paris, et la république s'installe avec un gouvernement de la défense nationale qui décide d'organiser la résistance. Trois armées sont reconstituées, au Nord, sur la

Loire et à l'Est, et Paris est assiégée par les Prussiens. Après une grande famine au cours de l'hiver 1870-1871, un armistice est signé le 28 janvier 1871 qui prévoit entre autres l'élection d'une assemblée nationale. Mais une partie des Parisiens s'insurgent contre le gouvernement issu de ces élections, et établissent le 18 mars une organisation insurrectionnelle proche de l'autogestion appelée la Commune. Des organisations semblables s'installent également dans plusieurs autres villes, comme à Lyon et à Marseille. Celle de Paris est écrasée par le gouvernement installé à Versailles au terme d'une semaine de répression très violente que l'on a appelée la « semaine sanglante ». Entre le 22 et le 28 mai, environ 30 000 personnes sont tuées et plusieurs monuments incendiés par les insurgés, dont le palais des Tuileries, symbole du régime impérial, et l'Hôtel de Ville, sans compter la destruction de richesses culturelles telles que la totalité des archives de Paris et une grande partie de celles de la police.

2) Les ambulances de Versailles-Montreuil et Tours :

Dès la déclaration de la guerre, les religieuses du Cénacle se trouvent prises dans le tourbillon des événements. Ayant à cœur de rendre service aux nombreux blessés qui affluent dès les premiers jours des combats, celles des communautés de Paris et Versailles participent aux ambulances civiles.

En effet, à partir de fin juillet 1870 se forment dans Paris des Ambulances civiles sous l'emblème de la Croix Rouge. Cette dernière est constituée sur l'initiative d'Henry Dunant qui crée en 1864 la Société de Secours aux Blessés Militaires (SSBM). Lors du conflit franco-prussien, elle représente un réseau de 400 comités et obtient des fonds pour créer des ambulances dont chacune est dirigée par un chirurgien en chef. Le comte de Flavigny, auquel les sœurs s'adressent, préside un comité de gens riches et titrés qui ont pour mission de recueillir des fonds dans les milieux mondains, et dont le siège administratif est au Palais de l'Industrie où sont stockés du matériel, du linge, des voitures et des chevaux. Une telle ambulance n'a pas de moyens médicaux très étendus, et c'est pourquoi les soins sont simples et rapides et le nombre d'amputations limitées. Les sœurs établissent également un contact épistolaire avec la comtesse de Flavigny, qui est à la tête du Comité des Dames de la Société de Secours aux Blessés Militaires.

À la maison de Versailles, un pavillon avec 14 lits est organisé pour recevoir des blessés dès août 1870. Rue du Regard, à Paris, où est alors installé le Cénacle, 6 lits sont mis à disposition de la commission des ambulances de la ville de Paris. Le premier blessé, dont il est fait mention dans le *Journal* de la maison, arrive le 12 septembre. De nombreux blessés arrivent dans les premiers jours de décembre. Au total, ce sont 25 blessés, dont 7 Prussiens, qui sont accueillis dans l'ambulance jusqu'au 4 février 1871 sous l'autorité de la Mère de Grandry. Plusieurs d'entre eux sont évacués vers les hôpitaux civils de Versailles et de Jouy. Parmi ceux qui repartent guéris, quelques uns écrivent aux religieuses pour les remercier de leurs soins attentifs et leur donner de leurs nouvelles.

Mais cette organisation ne se cantonne pas à la capitale, car les combats qui se poursuivent après septembre 1870 se tiennent notamment sur la Loire. La direction générale des ambulances privées s'est installée à Tours, et la communauté tourangelle du Cénacle prend aussi part au soin des blessés, avec l'aide de M. de Romane, chef de l'ambulance, et malgré les problèmes d'approvisionnement. Les sœurs sont en correspondance avec la comtesse de Flavigny, installée d'ailleurs à Tours, et avec Jules Bourdillat, chef d'ambulance

volante et membre du comité de la Société internationale de secours aux blessés. Les archives ne permettent pas de connaître le nombre de blessés soignés par l'ambulance, mais le *Journal* du noviciat de Tours, dont les sœurs sont évacuées de Paris dans les derniers jours d'août 1870, mentionne la présence de malades le 31 août. À Nancy, la communauté ne reçoit pas de blessés par crainte des maladies que les blessures peuvent propager, mais les sœurs sont « cordonières, tricoteuses [et] lingères » (lettre de la Mère Pauline Ringard à la Sœur de Vibraye de décembre 1870).

Le dévouement du Cénacle à l'occasion du conflit est reconnu par les autorités, puisque l'ambulance de Versailles reçoit un diplôme de l'œuvre internationale du secours volontaire sur les champs de bataille, dans les ambulances et dans les hôpitaux, tandis que celle de Tours se voit attribuer un même document de la part de Société Britannique pour le Secours aux Militaires Malades et Blessés.

3) Les sœurs face aux Prussiens :

La guerre et l'occupation prussienne concernent particulièrement les maisons de Nancy et de Paris. Les nombreuses lettres échangées entre les sœurs font état des conditions de vie difficiles pendant cette période.

La correspondance souligne le manque ou l'absence de nouvelles des communautés dus à la désorganisation des moyens de communication. Les sœurs, comme le reste de la France, sont suspendues aux journaux car l'envoi de lettres devient difficile : des services par ballon ou par pigeon sont organisés mais ne sont pas très sûrs, d'autant que dans les zones occupées par les Prussiens à l'Est de la France la correspondance est ouverte. Pour éviter ce désagrément, les sœurs de Nancy ont recours à un stratagème : les lettres sont envoyées à Francfort chez le cousin de l'une d'entre elles qui se charge de les envoyer à sa parente. Une lettre mentionne également la même ruse employée avec l'Angleterre. Devant ce manque de nouvelles, l'inquiétude est grande. Voici ce qu'en dit la Mère Stéphanie Dambuent le 30 septembre 1870 : « Notre seul sacrifice vivement senti c'est le silence des autres membres de notre famille, l'incertitude de La Louvesc et la crainte pour Versailles d'une trop dangereuse occupation de nos ennemis. Impossible d'en rien savoir autrement que [...] par la voie des journaux. ». À Nancy, les nouvelles sont communiquées par les Prussiens dans « des termes qui sentent et rappellent [...] douloureusement l'ennemi (*sic*) », ce qui attriste fort la population. À Paris, les nouvelles sont transmises par les visiteurs, en particulier par le docteur Bourret qui vient visiter les blessés et par des militaires comme le général Boissonnet qui vient rendre visite à la supérieure générale le 24 novembre 1870.

Grâce à cette correspondance, il est également possible de découvrir l'attitude des sœurs vis-à-vis des événements. Dans une lettre à la Mère Gabrielle de La Chapelle du 31 janvier 1871, la supérieure générale, Françoise de Larocheégly, se dit heureuse que « l'empire [soit] dans la tombe », mais les sœurs nancéennes se désolent de la capitulation du maréchal Bazaine à Metz en écrivant que « la honte et le déshonneur s'attachent de plus en plus à [leurs] armes » et qu'elles se demandent « où s'arrêtera cette chaîne de fautes et de trahison » (lettre du 2 octobre 1870). Mais si elles jugent sévèrement l'armée française, elles sont patriotes. À Nancy, occupée militairement par les Prussiens, la situation est difficilement supportable, comme l'indique une sœur dans une lettre à la maison de Lyon début septembre 1870 : « La Lorraine et l'Alsace sont désolées. Nancy [...] est écrasée par les réquisitions de tout genre qui y sont faites, et par la présence humiliante de ces étrangers qui nous font la

loi ». Le manque de nouvelles sur la situation dans le reste de la France accentue encore le désespoir de la population. Même dans les derniers jours avant l'armistice, l'attitude des Prussiens ne semble pas changer selon la Mère de Hennezel qui écrit que « le régime sous lequel [elles vivent] est plus dur que jamais : les Prussiens sont plus nombreux qu'au commencement de l'invasion et plus méchants ; ils cherchent querelle à tout le monde ». Heureusement, elles ne sont pas tenues d'en héberger, comme c'est le cas pour d'autres congrégations. Douze Prussiens se contentent de « peser sur [leur] bourse », comme l'indique la Mère Ringard en novembre 1870, mais logent à l'hôtel, ce qui permet aux sœurs d'éviter une « cohabitation [...] odieuse ». À Paris aussi, les Prussiens sont logés à l'hôtel aux frais de la communauté, ce qui exaspère la Mère Chartier qui parle des « impostures les plus grossières ». En outre, les bœufs, chevaux, voitures ainsi que le foin, l'avoine et la farine sont réquisitionnés par l'occupant.

Rue du Regard, le conflit est douloureusement ressenti pendant le siège de Paris puis sous la Commune. Le *Petit journal du siège* écrit par la Mère Déroudihle est un document de premier ordre qui permet de se rendre compte des conditions de vie des religieuses mais aussi du reste de la population. Le bruit des canonnades retentit quasiment sans interruption à leurs oreilles, même si la maison est épargnée par les bombardements. Paris, au dire de La Mère de Beaupré, devient une ville militaire où « les mouvements militaires, les tambours, les clairons, les exercices militaires se croisent et s'entrecroisent du matin au soir, d'un bout [...] à l'autre et dans toutes les rues, on ne voit plus un seul homme sans son uniforme, son épée et son fusil sur l'épaule ». Pendant le siège, la plupart des religieuses sont hébergées chez une amie de la congrégation qui habite boulevard Haussmann, et seules quelques unes passent la nuit dans la maison du Cénacle. La journée, la communauté se retrouve rue du Regard pour partager le repas de midi.

Mais plus encore que le bruit du canon, ce sont les problèmes d'approvisionnement puis la famine qui se font le plus sentir. Fin septembre 1870, même si le peuple est calme, la cherté des denrées alimentaires préoccupe les Parisiens. Ce souci apparaît quotidiennement dans le *Petit journal*. Le 28 septembre, les sœurs s'inquiètent du manque de viande, et le 10 octobre c'est le fromage qui vient à faire défaut, même si elles sont bien approvisionnées en pain, en vin, en café et en chocolat. Trois jours plus tard, la Mère Déroudihle mange du cheval pour la première fois. Cette expérience se renouvelle plusieurs fois, mais cette viande vient aussi à manquer et il faut se contenter d'autre chose : « Depuis longtemps nous ne vivons que de riz. Le pain est un composé de son, de riz, d'avoine etc [...]. Le cheval était une friandise quand nous pouvions en avoir » écrit la Mère Déroudihle à la Mère de La Chapelle le 31 janvier 1871.

Dans de telles conditions, on s'entraide comme on peut. Le 28 septembre 1870, les sœurs envoient du lait aux Oratoriens et reçoivent 50 livres de morue de la part d'une dame de l'aristocratie. Elles sont sensibles aussi au sort des plus pauvres, car selon la Mère de Larochenégly « une des souffrances [...] est de voir la misère de la population ouvrière sans travail et surtout de cette quantité d'habitants de la banlieue » (lettre du 12 octobre 1870 à une religieuse de La Louvesc). C'est pourquoi elle décide d'accueillir une vingtaine de petites filles de la banlieue pour les nourrir et leur apprendre le catéchisme.

Malgré les privations, l'armistice est douloureusement ressenti. L'idée de la défaite face aux Prussiens est difficile à accepter. Le 28 janvier 1871, la veille de l'entrée des vainqueurs dans la capitale, la Mère Zoé de Chamon écrit à la Mère Ursule Payan qu'« il est à souhaiter que les Parisiens supportent noblement cette humiliante fanfaronnade (*sic*) ». Elle résume ensuite tristement l'ambiance parisienne : « plus de journaux ni de théâtre ni de bourse, ni de restaurant en activité de service. La ville [est] dans le deuil le plus profond pendant toute la durée de l'occupation ».

La suite des événements ne touche que peu la communauté parisienne, même si les étapes de la répression des Communards apparaît dans la correspondance, y compris dans celle des sœurs de province. Ainsi, de Tours, la Mère Payan écrit la veille de la Pentecôte 1871 que « les insurgés sont refoulés et occupent encore le cimetière du Père La Chaise » et que « leur système est le même sur toute la ligne, à mesure qu'ils sont forcés d'abandonner un point ils y mettent le feu ». La sœur Louise Coquit, qui est une des quatre sœurs coadjutrices à être restée rue du Regard avec la Mère Lucie de la Blanchardière, a laissé des souvenirs très précieux sur ces quelques mois si durs pour le personnel religieux victime des persécutions des Communards. Les religieuses ne sortent que pour aller à la messe ou pour faire quelques courses indispensables, et toujours vêtues d'un costume séculier. La Mère de la Blanchardière s'oppose farouchement à ce que le drapeau rouge soit suspendu à la porte de la maison, et elle finit par obtenir gain de cause. Avec les trois autres sœurs, elle cache les objets les plus précieux dans la cave, par peur des visites des insurgés. La communauté s'efforce également d'aider les religieux emprisonnés. Elles apportent notamment un peu de nourriture à l'archevêque de Paris, Mgr Darboy, qui est exécuté par les Communards le 24 mai 1871. Cependant, malgré de grosses craintes lors de l'explosion de la poudrière du faubourg St Germain sur l'initiative de ces derniers, la maison du Cénacle parisien est épargnée.

L'ensemble de la congrégation est soulagé de revenir à la normale après des mois de souffrances, même si le prix du retour à la paix extérieure et intérieure est très lourd. Les sœurs ont pris une part active au conflit, en tant qu'infirmières mais aussi en tant que témoins impuissants de sacrifices durement ressentis par la population qui ont néanmoins permis l'installation définitive de la république. Pour les sœurs, les années qui suivent sont fructueuses puisqu'elles voient l'expansion de la congrégation en dehors des frontières françaises avec la fondation de la maison de Rome en 1879.

Sources :

Archives du généralat du Cénacle : Sous-série 11 G 2-3 : Souvenirs liés à la guerre Franco-prussienne

Articles Wikipédia : http://fr.wikipedia.org/wiki/Guerre_franco-allemande_de_1870 et http://fr.wikipedia.org/wiki/Semaine_sanglante

Mémoire du Professeur M. Guivarc'h intitulé « Les ambulances civiles pendant la guerre Franco-Prussienne (19 juillet 1870-28 janvier 1871) », disponible sur http://www.bium.univ-paris5.fr/acad-chirurgie/ememoires/005_2007_6_2_057x061.pdf